Sergieh F. Moussally

Économiste, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

(2005)

“La fin du travail
dans les régions ressources et
leurs options de développement.
Approche systémique.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Sergieh F. Moussally
[économiste, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi]

“La fin du travail dans les régions ressources et leurs options de développement. Approche systémique.”

Texte d'une conférence donnée en septembre 2005 au Congrès de l'Université rurale tenu à Maniwaki, province de Québec, septembre 2005.

Courriel : Michel.Fortin@ville.saguenay.qc.ca

[Autorisation formelle accordée, le 19 août 2005, par le professeur Moussally de diffuser cet article, transmise par M. Michel Fortin, adjoint à la mairie de Ville de Saguenay.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 août 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Sergieh F. Moussally (2005)

[économiste, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi]

“La fin du travail dans les régions ressources et leurs options de développement. Approche systémique.”

Texte d'une conférence donnée en septembre 2005 au Congrès de l'Université rurale tenu à Maniwaki, province de Québec, septembre 2005.

Table des matières

1. **Sommaire** : La fin du travail dans les régions ressources, une ouverture à une nouvelle trajectoire de développement

Figure 1 : La compression du travail dans les activités liées aux ressources

2. **Préliminaire** : La fin du travail dans les régions ressources du Québec ou l’ouverture à une nouvelle impulsion de développement

Figure 2 : Impact de la mondialisation sur les régions ressources du Québec 1985 – 2005

Figure 3 : La notion systémique du développement

3. **La notion de développement revue et corrigée**

Figure 4 : Les options du développement des régions ressources

Figure 5 : Les contraintes à l’option diversification, consolidation base économique

Figure 6 : Les contraintes à l’option technologique

4. **La répartition duale du travail**

Figure 7 : Le coût marginal social / emploi

Figure 8 : Structure optimale des emplois

Figure 9 : Répartition optimale des emplois dans une région ressources

Figure 10 : Gains d’efficacité d’une répartition optimale du travail

5. **La transformation requise au développement**

6. **Le modèle de Buchanan de l’équilibre optimal**

Figure 11 : Le modèle de l’équilibre optimal de Buchanan

Figure 12 : Révolution technologique et transformation du contenu du travail

7. **Conclusion**

Annexe I

1. Sommaire :

La fin du travail dans les régions ressources, une ouverture à une nouvelle trajectoire de développement

[Retour à la table des matières](#)

Depuis plus d’une décennie, les régions ressources du Québec se trouvent engagées sur une trajectoire de déclin et de démantèlement de leurs assises économique et démographique. Le niveau élevé de sous-emploi de longue durée et l’exode des populations expriment le retard d’adaptation des ces régions aux exigences de la compétitivité mondiale d’une part, la dynamique des valeurs à l’égard du travail et de l’environnement d’autre part.

L’analyse de l’évolution de l’emploi de ces régions montre l’existence de deux catégories distinctes d’activités;

- les activités reliées aux ressources et assujetties aux pressions de la compétitivité mondiale et / ou aux nouvelles technologies;
- les activités liées à la demande régionale à l’abri de la compétitivité mondiale ou des nouvelles technologie.

Pour des raisons symétriques, les deux catégories d’activités engendrent une tendance lourde de compression de l’emploi représentant une analogie avec le schéma de la fin du travail de Rifkin. Pour établir la dynamique de ces régions, une double transformation s’impose :

- l’acquisition de leur autonomie décisionnelle permettant la gestion et l’allocation de leurs ressources;

- la rupture avec leur vocation historique associée aux dotations en ressources caractérisée par un triple asservissement (financier, commercial, territorial).

La création d'un quatrième secteur permettant d'absorber le travail libéré du secteur ressources, permet de résoudre le sous-emploi et de renouer avec l'essence du développement : la plus-value du travail.

Une surtaxe sur les emplois liés aux ressources permet de financer les emplois de quatrième secteur selon le modèle établi par Buchanan ¹.

¹ James Buchanan, économiste américain, récipiendaire du prix Nobel d'économie en 1986 pour ses travaux sur la théorie du développement du « choix public ». Ses travaux ont mis en lumière l'influence des intérêts propres des politiciens et des forces non économiques sur les politiques économiques des gouvernements. Les principaux écrits de Buchanan sont disponibles à l'adresse électronique suivante : www.econlib.org.

Figure 1

La compression du travail dans les activités liées aux ressources

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

2. Préliminaire :

La fin du travail dans les régions ressources du Québec ou l’ouverture à une nouvelle impulsion de développement

[Retour à la table des matières](#)

Toute prospective ayant pour objet de rendre compte de l’issue de la trajectoire suivie par les régions ressources depuis plus d’une décennie, conduit nécessairement au constat d’une tendance lourde de déclin, similaire au schéma de la fin de travail de Jeremy Rifkin.

Pour l’économiste américain, toutes les formations avancées sont désormais assujetties à une dynamique techno-économique issue de la révolution industrielle en cours, qui aura « la fin du travail » comme phase ultime d’évolution.

En effet, les nouvelles technologies de gestion, de production et de distribution engendrent une rupture non réversible du lien entre la croissance du volume de la production, et le niveau de l’emploi dans toutes les branches de l’économie.

À la différence avec les révolutions industrielles précédentes où la croissance de productivité engendrait de nouvelles activités qui absorbaient la force de travail libérée sous l’effet de la mutation technologique, la révolution informationnelle compresse l’emploi dans tous les secteurs (primaire, secondaire, tertiaire, construction, travaux publics), sans générer un quatrième secteur permettant d’absorber la force de travail libérée.

Pour Rifkin², il s’agirait d’une phase d’évolution « bienheureuse », si l’on considère les effets asservissants du machinisme durant deux siècles d’industrialisation, réduisant la ressource humaine à une force de production assujettie aux exigences d’accélération du rythme du travail et de croissance de productivité.

² J. Rifkin, *La fin du travail*, La Découverte, 1998.

Cette phase d'évolution rétablirait la valeur originelle du travail comme une source de créativité, de joie, de dignité à l'abri des contraintes associées aux technologies asservissantes du machinisme.

Bien plus, les réseaux reliant les producteurs aux consommateurs auraient pour effet la transformation des modalités marchandes de l'échange : le marché comme espace physique de connectivité des agents économiques perd sa raison d'être. Comme le montre les transaction actuels associées aux dispositifs « B 2 B » ou « B 2 C » de liaisons « *Business to Business* » ou « *Business to Consumers* ».

Figure 2
Impact de la mondialisation sur les régions ressources du Québec
1985 – 2005

[Retour à la table des matières](#)

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

Dans ce contexte, sans le vouloir et le savoir, les régions ressources en avance sur les autres composantes de l'ensemble québécois, semblent suivre une trajectoire conduisant vers la phase « bienheureuse » de la « fin du travail » décrite par Rifkin.

À la différence près, quelles ne disposent pas de l'infrastructure technologique permettant de maintenir **le niveau de production et du revenu** pour assurer leur viabilité sur une base durable.

La compression systématique de l'emploi s'observe dans toutes les branches et activités de ces régions soit :

- **les branches liées aux ressources** du territoire, subissant les effets de la compétitivité mondiale et / ou l'impact des nouvelles technologies;
- **les services publics** assujettis aux compressions de l'emploi, et qui connaissent des pénuries, une surcharge et une demande latente de réduction de l'intensité du travail;
- **les branches liées à la demande régionale** qui sont à l'abri de la compétitivité mondiale ou subissant directement l'impact de la régression démographique.

Dans une perspective systémique, la réduction des emplois dans les régions ressources traduit une fermeture par rapport à leur phase historique du développement soit :

- **les avantages comparatifs** quelles disposaient, en raison des coûts réduits des produits énergétiques et primaires;
- **la plus-value du travail** que le capital réalisait sur les investissements dans les ressources;
- **l'exterritorialité économique des ces régions**, permettant leur insertion dans l'espace continental (mondial) des échanges.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, cette fermeture comporte sa propre ouverture associée aux effets indirects du nouveau paradigme du développement, issu de la mutation technologique actuelle soit :

- **le rôle déterminant du capital formation** en matière d'efficacité et de développement;
- **l'élargissement du degré de liberté** des entités régionales par rapport à leurs conditions technico-économiques initiales, relevant de leur dotation en ressources, leur capacité attractive du capital et leur localisation dans l'espace des échanges;
- **l'inversion du rapport reliant les régions** au système économique mondial à travers le cadre étatique national qui assumait une fonction intermédiaire de régulation et de contrôle.

Comme l'affirmait Ricardo Petrella³, en matière de développement des entités territoriales : « ...le cadre national ne constitue plus un lieu de pertinence stratégique en matière de développement ».

Par conséquent, la problématique que soulève la fin du travail dans les régions ressources, renvoie à l'analyse des perspectives de transformation permettant de renouer avec le fondement du développement des entités territoriales intégrées au système mondial : la plus-value du travail que le capital peut internationaliser dans les régions.

Cette donnée mesure le différentiel entre la valeur du produit du travail (prix mondiaux) et le coût de reproduction du travail lié au mode de vie régional (logement, nourriture, santé, éducation, transport, loisirs, etc.).

Ainsi, la réduction systématique de la plus-value du travail attribuable à la baisse continue des prix mondiaux des produits primaires d'une part, la hausse continue du coût de reproduction du travail observée depuis deux décennies, d'autre part, se trouve à la base du déclin de la plupart des régions ressources du Québec.

Par conséquent, toute impulsion de développement réalisable dans ces régions, doit nécessairement rompre avec les déterminants actuels du triple asservissement qui caractérise leur dynamique en fonction :

- **des aléas des prix** et la demande compétitive mondiale;

³ R. Petrella, « L'évangile de la compétitivité », dans *Le Monde Diplomatique*, septembre 1991.

- **des exigences du capital mondial** en matière de localisation de ses investissements;
- par rapport **au taux de renouvellement - épuisement** de la dotation en ressources.

L’objet de cette réflexion¹ est de montrer l’existence dans l’espace-temps des régions ressources, d’une modalité autonome de transformation, permettant de générer une impulsion de développement qui répond aux exigences d’efficacité, de compétitivité et de durée dans le temps.

* * *

¹ L’auteur tiens à remercier Monsieur Michel Fortin de la ville de Saguenay pour sa contribution.

Figure 3
La notion systémique du développement

[Retour à la table des matières](#)

Dans le contexte actuel de la mondialisation et du nouveau paradigme technologique, toute impulsion durable de développement résulte d'une transformation qui modifie :

- l’articulation d’une entité;
- son niveau d’efficacité;
- ses rapports avec le reste du monde;
- l’envergure des gains réalisables sur les échanges externes.

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

3.

La notion de développement revue et corrigée

[Retour à la table des matières](#)

À l’encontre des versions positivistes du développement consistant à proposer une série de thérapies artificielles de rajeunissement de la base économique des régions ressources, nous opposons un concept de transformation radicale des assises économiques et démographiques en raison de trois données empiriques ayant valeur de postulat :

1. Les effets combinés de la compétitivité mondiale et des nouvelles technologies sur les activités liées aux ressources, engendrant une rupture entre la croissance du niveau de la production et celui des emplois dans les activités d’exploitation ou de transformation des ressources primaires.
2. Les régions ressources du Québec assujetties aux pressions à la baisse des prix mondiaux et la hausse du coût de reproduction de la force de travail, ne peuvent renouer sur une base durable avec leurs avantages comparatifs historiques. La réduction de la plus-value du travail a réduit sensiblement leurs capacité attractive du capital mondial.
3. Dans le contexte actuel des contraintes budgétaires de l’État, toute mutation de la base économique des régions impliquant des ressources publiques de grande envergure a une probabilité d’occurrence nulle.

Par conséquent, la modalité du développement à envisager se limite par les contraintes suivantes :

- le démarrage de toute transformation structurale exclut tout recours au capital privé ou public;
- l'infrastructure technologique établie ne correspond pas aux exigences des activités intensives du savoir
- l'accessibilité des régions à leur autonomie décisionnelle, constitue le fondement de toute mutation réalisable.

Dans ces conditions, trois options concrètes de développement peuvent être envisagées :

- la diversification de la base économique par l'implantation de nouvelles grappes liées aux ressources agro-forestières et métallique;
- le virage technologique impliquant l'implantation de nouvelles activités liées à l'économie du savoir;
- la transformation de la répartition duale du travail, permettant de renouer avec le fondement initial du développement ; la plus-value du travail.

Pour des considérations budgétaires et technologiques énoncées auparavant, nous limitons l'analyse à l'option transformation de la répartition du travail, vue sa comptabilité avec trois exigences que les autres options ne peuvent satisfaire :

- elle ne requiert aucun apport externe en capital;
- elle relève du pouvoir décisionnel régional;
- elle permet de renouer avec la dynamique des valeurs et de réduire simultanément le coût de reproduction du travail. C'est la condition requise à la plus-value que le capital peut internationaliser.

Le schéma de la page suivante, illustre les trois options possibles du changement.

Figure 4
Les options du développement des régions ressources

[Retour à la table des matières](#)

Source : adaptation de S.F. Moussally, 2005.

Figure 5

Les contraintes à l'option diversification, consolidation base économique

[Retour à la table des matières](#)

Contraintes endogènes

- Défaillance en infrastructures
- Pénurie de main-d'œuvre spécialisée
- Inertie entrepreneuriale

Contraintes exogènes

- Faible capacité attractive du capital
- Contrainte budgétaire étatique
- Stratégies de localisation des firmes

Emplois liés aux ressources

Emplois liés aux ressources

Source : adaptation de S.F. Moussally, 2005.

Figure 6
Les contraintes à l'option technologique

[Retour à la table des matières](#)

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

IV.

La répartition duale du travail

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l’avons relevé auparavant, l’avènement de la mondialisation s’est projeté au niveau des régions ressources par deux mouvements contradictoires en apparence :

- une compression de l’emploi dans les activités de base d’exploitation et de transformation des ressources;
- une expansion de l’emplois dans les activités de services liées à la demande de la population régionale.

De ce fait, un dualisme fonctionnel caractérise la répartition du travail dans les régions ressources assujetties aux effets combinés de la compétitivité mondiale et du progrès technique d’une part, la compression des emplois liés aux choix budgétaires étatiques, d’autre part. Or ce dualisme se traduit également au niveau des coûts sociaux des emplois :

- les activités et les emplois liés aux ressources, engendrent des externalités négatives (coûts) élevés relativement aux coûts des emplois liés à la demande régionale;

Le coût marginal social par emploi augmente selon le niveau des emplois dans les secteurs liés aux ressources, alors que c’est l’inverse pour les emplois liés à la demande régionale. Leur accroissement engendre une réduction du coût marginal.

Résultat: des gains d’efficacité sont réalisables pour toute transformation qui réduirait les emplois dans les activités liées aux ressources et augmenterait les emplois à la demande régionale.

Ce constat s’impose dans un contexte où une tendance irréversible de réduction des emplois s’impose dans le secteur des ressources, en raison de la baisse

systematique de la plus-value du travail que le capital réalise dans les activités liées aux ressources.

En s’inspirant d’un concept d’efficacité stratégique selon lequel une entité en situation de perte de ses avantages comparés, réalise des gains en choisissant volontairement la réduction des activités et des emplois liés à ces avantages épuisés, la redistribution du travail dans les régions permet de générer une nouvelle impulsion de développement, résultant d’une combinatoire de deux données :

- **la transformation de la spécialisation industrielle** des régions engendrant une rupture de leur triple asservissement initial par rapport aux marchés, le capital externe et leur dotation en ressources;
- **les gains d’efficacité réalisables** sur la réduction des activités liées à l’exploitation des ressources qui comportent un coût social très élevé.

En effet, l’examen de la répartition des emplois dans les régions ressources, permet de relever un dualisme des coûts sociaux selon deux catégories d’emplois ayant des déterminants distincts :

- **les emplois liés à l’exploitation des ressources** comportent des coûts sociaux très élevés qui augmentent selon le niveau de l’emploi, alors que;
- **les emplois liés à la demande régionale** ayant des coûts sociaux relativement moindres.

Pour cette catégorie d’emplois des économies d’échelle sont réalisables en raison des pénuries et de surcharge du travail, qui caractérisent ces emplois (services publics, santé, formation, construction, logement, protection sociale, etc.).

Le schéma suivant illustre la relation entre le niveau du coût social marginal / emploi et le niveau des emplois des activités liées à l’exploitation et la transformation des ressources.

Figure 7
Le coût marginal social / emploi

[Retour à la table des matières](#)

Le coût marginal social augmente selon le niveau de l'emploi

Définition :

Le coût marginal social / emploi dans les activités liées aux ressources est le coût total imputable à la croissance de l'emploi dans les activités qui comportent les externalités négatives suivantes :

- l'épuisement du stock ressources renouvelable;
- la pollution et l'encombrement de l'environnement;
- les subventions directes reçues par les firmes;
- les facilités fiscales (report des impôts dus, accélération de l'amortissement, tarif réduit de l'énergie, faibles redevances sur l'exploitation des biens publics, etc.).

Le coût marginal privé mesure la part de la valeur-ajoutée réalisable par l'emploi consacrée à la rémunération d'un emploi (salaire / ouvrier) plus les bénéfices sociaux requis.

Source : adaptation de S.F. Moussally, 2005.

Le coût social des activités liées à la demande régionale en biens et services comporte la somme des externalités négatives résultant des conditions suivantes du travail non lié à la dotation en ressources, soit :

- la surcharge des emplois dans les services publics;
- les pénuries des emplois qualifiés ou spécialisés;
- les déficiences des équipements (service de santé, infrastructure de communication, etc.).

Pour cette catégorie d'emplois, le coût marginal social / emploi diminue avec la croissance des emplois.

Figure 8
Structure optimale des emplois

[Retour à la table des matières](#)

L'application du modèle d'organisation de Pareto, définit une structure optimale des emplois qui maximise les gains d'efficacité des activités ayant des coûts sociaux différents, ou qui minimise le coût social des emplois dans une entité régionale donnée comme le montre la figure 9.

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

Figure 9
Répartition optimale des emplois dans une région ressources

[Retour à la table des matières](#)

Source : adaptation de S. F. Moussally, 2005.

Une réduction des emplois dans les activités liées aux ressources permet de réduire le coût social des emplois dans ces activités et d'augmenter la part relative des emplois dans les activités liées à la demande régionale. À l'optimum, les coûts moyens sociaux des activités sont minima.

Tableau 1
Répartition optimale de Pareto du travail dans une région ressources

[Retour à la table des matières](#)

Répartition initiale des emplois	20 000 emplois liés aux ressources
	100 000 emplois liés aux ressources
Total	120 000 emplois
Coût marginal social / emploi	50 000\$ à 100 000\$ (activités liées aux ressources)
Coût moyen	15 000\$ à 20 000\$ (activités liées demande régionale)
	62 500\$ emplois liés aux ressources
	17 500\$ emplois liés aux ressources
Coût social total initial	$62\,500\$ \times 20\,000 + 17\,500\$ \times 100\,000$
	$= 1\,250\,M\$ + 1\,750\,M = 300\,M\$$
Répartition optimale du travail	10 000 emplois liés aux ressources
(Coût moyen social minima / activité)	110 000 emplois liés à la demande régionale
Coût social total	$= 50\,000\$ \times 10\,000 + 15\,000\$ \times 110\,000$
	$= 500M\$ + 1\,650M = 2\,150\,M\$$
Gains d'efficacité réalisés	$= 3\,000 - 2\,150 = 850M\$ = 28,33\%$

Figure 10

Gains d'efficacité d'une répartition optimale du travail

Emplois liés aux ressources

Gains d'efficacité résultant d'une ré-allocation des emplois

$$3\,000\text{ M\$} - 2\,150\text{ M\$} = 850\text{ M\$}$$

Source : adaptation de S.F. Moussally, 2005.

5.

La transformation requise au développement

[Retour à la table des matières](#)

En appliquant le modèle de Pareto à la répartition optimale du travail dans les régions ressources, les gains d’efficacité réalisables résultent d’une réduction significative des coûts sociaux des emplois liés aux ressources, d’une part, des économies d’échelle réalisables sur la croissance des emplois liés à la demande régionale, d’autre part.

Par conséquent, la transformation consistant à réduire les emplois dans les branches liées aux ressources, ne fait qu’anticiper les suppressions des emplois prévisibles en raison des pressions du progrès technologique et / ou des effets de redéploiement des firmes opérant dans les branches exploitant les ressources.

À une différence près, l’application d’une surtaxe sur les emplois dans les secteurs liés aux ressources, permet de financer les emplois à créer dans les activités ayant des fortes externalités positives qui se caractérisent par des pénuries et une surcharge de travail.

En d’autres termes, la création d’une impulsion de développement via la transformation volontaire de la répartition du travail dans les régions ressources, correspond au schéma d’efficacité stratégique⁴ consistant à choisir la modalité de création de nouveaux avantages concurrentiels radicalement distincts des avantages comparatifs épuisés.

Ainsi, les régions ressources disposeront pour la première fois, d’une capacité autonome de financement des activités liées à leur bien-être à partir d’une surtaxe sur l’exploitation et la transformation de leur dotation en ressources. L’instrument à mettre en œuvre serait le salaire social.

⁴ M. Porter, « La transformation volontaire des avantages concurrentiels », dans *Les avantages concurrentiels des Nations*, ERPI, 1992.

En s'inspirant d'un modèle établi par James Buchanan ⁵, la solution consisterait pour les régions à concevoir et mettre en œuvre deux instruments inédits :

- un salaire social comme moyen de rémunération des nouveaux emplois dans les activités répondant à une demande d'utilité publique, définies selon la catégorie II;
- le financement de ces nouveaux emplois à partir d'une surtaxe appliquée aux emplois des activités comportant un coût social élevé, soit les activités liées à la vocation historique des régions ressources.

Ces activités engendrent des externalités négatives (pollution, épuisement) assumées par les entreprises en plus de bénéficier des avantages fiscaux suivants :

- un tarif réduit sur l'énergie;
- des faibles redevances sur l'exploitation;
- des facilités de report d'impôt sur le profit réalisé;
- une accélération de l'amortissement des équipements;
- des subventions directes.

À titre d'exemple, le total cumulé des impôts reportés de la compagnie Alcan au Saguenay-Lac-St-Jean, totalisaient en 2000, 1,2 milliard\$. Ainsi, trois objectifs énoncés ci-haut peuvent être réalisés :

- accroître le niveau global de l'emploi régional en modifiant sa répartition sectorielle;
- transformer la base industrielle en favorisant l'émergence d'un quatrième secteur lié aux besoins sociaux;
- alléger la pression sur le patrimoine en ressources.

⁵ James Buchanan, « La surtaxe dans l'usage de deux voies publiques », conférence Université McGill, mars 1994.

6.

Le modèle de Buchanan de l'équilibre optimal

[Retour à la table des matières](#)

Le concept associant des gains d'efficacité à toute transformation modifiant la répartition des activités entre deux secteurs ayant des coûts sociaux ou des externalités différentes, a été établi par *le modèle des deux routes* de Buchanan. Le recours à une surtaxe permettant la redistribution du trafic entre deux villes ayant des flux intenses d'échanges, illustre l'efficacité d'un instrument fiscal en matière d'optimisation des gains réalisables.

Soit deux routes A et B reliant deux villes dans les conditions suivantes :

- la route A de très bonne qualité accapare une forte densité du trafic et connaît des embouteillages qui ralentissent la vitesse moyenne des usagers;
- la route B de longueur équivalente à A est sous-utilisée en raison de la qualité médiocre de son infrastructure et son design.

Buchanan démontre que l'aménagement approprié de la route B financé à partir d'une surtaxe appliquée sur les usagers de A, permet de réaliser des gains d'efficacité sur les deux routes ; soit la réduction équivalente du temps-distance pour les usagers.

À qualité distance similaires, les deux routes se partageront le trafic selon leur capacité maximale respective.

Figure 11
Le modèle de l'équilibre optimal de Buchanan

[Retour à la table des matières](#)

Source : adaptation de S.F. Moussally.

Afin de récapituler ajoutons que l'analogie que représente la répartition duale des emplois dans les régions -- par rapport au modèle du trafic initial déséquilibré des deux routes de Buchanan -- permet d'évaluer l'efficacité d'une surtaxe appliquée aux activités liées aux ressources, relativement à deux objectifs cruciaux du développement régional :

- compresser au maximum la pression sur les ressources pour des raisons d'ordre économique et écologique;
- financer la création de nouveaux emplois répondant à la demande régionale permettant de réduire le coût de reproduction de la force de travail.

La rupture avec la vocation historique des régions ressources que nous proposons est fondée sur une donnée établie par Porter¹ : une formation assujettie à une

¹ M. Porter, Les avantages concurrentiels des Nations, ERPI, 1992.

contrainte externe qui constate l'épuisement de ses avantages comparés, réalise des gains en anticipant dans la fin de ses avantages, sans attendre son enlèvement non réversible dans le déclin.

Par conséquent, la nécessité de renouer avec la plus-value requiert une ré-allocation du travail permettant de réduire son coût de reproduction d'une part, d'étendre la surcharge et les pénuries qui caractérisent les activités liées à la demande dans les régions ressources.

En d'autres termes : la transformation proposée s'inscrit dans la logique même de la révolution industrielle en cours; permettre l'accroissement du travail non asservi (*homo faber*) et la réduction des emplois pénibles asservis au machinisme : « l'Animal Laborens » selon Arendt ⁶.

⁶ H. Arendt, « Les concepts d'Homo Faber de l'Animal Laborens », dans J. M. Piote, *Les philosophes du Monde Occidental*, PUQ, 2005.

Figure 12

Révolution technologique et transformation du contenu du travail

7.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette analyse utilisant une approche systémique du développement, trois conclusions peuvent être dégagées :

En premier lieu, la trajectoire du déclin que connaît les régions ressources procède de leur double asservissement :

- par rapport aux dotations de leur territoire engendrant leur spécialisation industrielle selon les exigences de la compétitivité mondiale;
- en raison de l’emprise du modèle québécois confiant à l’appareil étatique la fonction de gestion et d’allocation des ressources publiques.

Toute impulsion réalisable du développement que ces régions peuvent réaliser implique la fin de leur asservissement soit :

- une transformation institutionnelle allouant aux régions une autonomie décisionnelle en matière de gestion des ressources, de fiscalité et de création d’emplois répondant aux besoins sociaux;
- une rupture radicale avec leur vocation historique, permettant de rompre avec les contraintes de leur spécialisation industrielle et leur dépendance par rapport aux aléas et exigence des marchés.

Cette transformation correspond à la logique même qui sous-tend la dynamique de la mondialisation qu’exprime la transformation du rapport triangulaire qui reliait les régions au système mondial à travers le cadre étatique national.

Désormais, les régions peuvent exploiter efficacement leur statut exterritorial par rapport à leur structure d’encadrement, en déployant une aptitude stratégique de reconversion de leur vocation historique fondée sur les avantages comparatifs.

L'enjeu à considérer en matière de création d'emplois dans les régions ressources ne se limite pas aux choix entre le travail dans « l'enfer » des cuves de transformation de l'alumine, ou celui de l'abatage intensif de la forêt boréales, mais entre les services à fournir en matière de gestion et d'innovation et les fonctions liées au bien-être collectif.

Dans ce sens, la fin du travail serait « bienheureuse » pour les régions ressources du Québec : en rompant avec leur asservissement à l'égard de leur territoire, elles peuvent amorcer une mutation qualitative centrée sur la qualité de leurs ressources humaines.

Cette mutation utilisant un concept inédit -- le salaire social -- financé à partir d'une surtaxe sur les emplois à coût social élevé, est conforme au principe d'équité formel élaboré par John Rawls¹.

Toute mutation de développement n'a de sens qu'en raison d'une allocation des ressources qui serait bénéfique en particulier aux groupes les plus défavorisés de l'entité considérée (les chômeurs, les inactifs, les travailleurs dans des conditions pénibles, etc.).

Par conséquent, la dynamique à considérer est radicalement différente des options soutenues par les positivistes attribuant une priorité quasi mystique au « développement du territoire » ou des ressources d'un espace.

Faut-il le rappeler pour conclure : dans son contenu et ses modalités, la dynamique du développement porte la qualité de vie, la latitude de liberté et la prospérité d'une collectivité humaine.

Le château d'eau, le manteau forestier et le coffre-fort que recèle le territoire des régions ressources, forment le cadre de vie des populations régionales : leur préservation des ravages de la technologie s'inscrit comme un postulat non réductible pour des motifs économiques.

« Il n'est des richesses que des hommes », disait Leroy-Beaulieu.

* * *

¹ John Rawls, *La justice comme équité*, La Découverte, Paris, 2003.

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#)

AREND, H., « Les concepts d’Homo Faber et d’Animal Laborens », dans PIOTTE, J.-M., *Les grands penseurs du Monde Occidental*, PUQ, 2005.

AYDALOT, Philippe, *Économie régionale. Notion de plus-value extra*, Économica, 1986.

BUCHANAN, James, « La surtaxe dans l’usage de deux voies publiques », conférence Université McGill, 1994.

CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux*, Fayard, 2000.

DERRIDA, Jacques, « La notion de salaire social », dans BINDE, Jérôme, *Où vont nos valeurs?* Entretiens du XXI^e siècle, UNESCO Albin-Michel, 2004.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, Commission d’étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2005.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Bulletin Statistique Régional*, août 2005.

MOUSSALLY, Sergieh F., *Concept systémique du développement*, Université du Québec à Chicoutimi, DSEA, 2001.

_____, *Le renouveau du fédéralisme canadien et le développement des régions ressources*, Mémoire présenté au caucus du parti Libéral du Canada, Saguenay, août 2002.

_____, *L’autonomie décisionnelle et budgétaire des régions du Québec*, Mémoire présenté au congrès de l’Association des Régions du Québec, Saguenay, mai 2003.

PARETO, J., *L'équilibre optimal dans la répartition des ressources et des activités*.

PETRELLA, Ricardo, « L'évangile de la compétitivité », dans *Le Monde Diplomatique*, septembre 1991.

PORTER, Michael, *Les avantages concurrentiels des Nations*, ERPI, 1992.

RAWLS, John, *La justice comme équité*, La Découverte, Paris, 2003.

RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, La Découverte, Paris, 1997.

The Library of Economics and Liberty, www.econlib.org, août 2005.

Annexe 1
Les régions ressources du Québec, principaux indicateurs 2004

Région	Population 2005	Population 2026 p	Augmentation diminution en %	Emplois milliers	Taux de chômage	PIB milliards\$ 2000	Revenu par hab. 2004	Exportations Manufacturières milliards\$ 2001
Estrie	297 917	327 000	12,4	143,8	7,7	7,4	26 483\$	6,9
Saguenay Lac-St-Jean	277 007	251 000	- 11,7	121,3	11,9	7,6	25 421\$	5,6
Outaouais	338 491	386 000	19,3	171,4	7,5	6,6	28 346\$	1,8
Mauricie	259 424	243 000	- 6,4	112,5	10,8	6,3	24 874\$	4,4
Centre du Québec	224 991	233 500	4,9	109,9	8,3	5,5	25 368\$	6,0
Bas-St-Laurent	202 095	184 000	- 9,9	93,8	9,4	4,5	24 118\$	2,8
Gaspésie les Îles	96 929	80 500	- 18,3	33,2	19,5	1,8	19 346\$	510
Abitibi-Témiscamingue	145 321	130 000	- 12,9	65,6	10,6	3,7	24 414\$	2,5
Côte-Nord	96 861	82 000	- 18,1	53,9	11,6	3,4	28 276\$	2,4
Nord-du-Québec	39 892	36 500	- 7,0	53,9	11,6	1,3	19 539\$	618
Total	1 978 928	1 953 500		959,3		48,1		33,528
% du Québec	26,23 %			26 %				

Source : Institut de la Statistique du Québec. *Bulletin statistique régional. Tableau comparatif*, août 2005.